



Soudan : Au Sud comme au Nord, le repli ethnique au service du pouvoir

Marc Lavergne

► To cite this version:

Marc Lavergne. Soudan : Au Sud comme au Nord, le repli ethnique au service du pouvoir. New African/Le magazine de l'Afrique, 2012, 28, pp.34-36. halshs-00730225

HAL Id: halshs-00730225

<https://shs.hal.science/halshs-00730225>

Submitted on 8 Sep 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Soudan : le miroir brisé ? Entre désintégration et nouveau départ...

I – Un nouvel Etat... au nord ou au sud ?

Le 9 juillet 2011, la communauté internationale saluait la naissance du 54^e Etat africain, et l'ONU s'apprêtait à accueillir son 194^e membre : le Sud-Soudan était porté sur les fonts baptismaux avec enthousiasme et soulagement par ses géniteurs : les États-Unis, au premier chef, et la plupart des nations occidentales. Pour eux, c'était l'aboutissement longtemps attendu de plus d'un demi-siècle d'une histoire vouée à l'échec, celle du plus grand pays d'Afrique, à leurs yeux condamné par un clivage entre monde arabe et musulman au nord et Afrique noire christianisée au sud.

En réalité, on peut se demander s'il n'y a pas dans cette séparation une illusion d'optique : si pour les Sudistes, elle répond à une évidence et ne fait qu'entériner une réalité déjà anciennement ancrée dans les esprits, c'est du côté du nord qu'elle provoque à la fois des inquiétudes liées à la perte des ressources naturelles du Sud, et un traumatisme psychologique lié à la perte d'un tiers du territoire national, et à la nécessité de s'inscrire désormais dans un cadre territorial qui n'a jamais été envisagé et qui ne correspond à aucune homogénéité physique ou humaine : l'islam n'est pas le ciment attendu, devant les disparités entre peuples de la vallée du Nil et de la ceinture soudano-sahélienne, entre peuples qui se revendiquent d'origine arabe, fût-elle mythique, et peuples qui assument fièrement leur africanité, entre Khartoum, une capitale qui se veut devenue un « Little Dubaï » et des campagnes demeurées privées des retombées de la rente pétrolière et des circuits financiers qui maillent l'univers de dirigeants islamistes « mondialisés ».

Le Sud-Soudan, à l'opposé, n'est pas si nouveau qu'il y paraît : au sein de l'ensemble soudanais tel qu'il s'est dessiné progressivement depuis les premières décennies du XIX^e siècle, cette vaste région a été à la fois dominée et tenue à l'écart, ce qui a conforté son identité, par opposition à celle du Nord d'abord, puis par une communauté de destin qui y a forgé un sentiment d'appartenance commune.

La question est donc désormais de savoir si cet Etat constitue une nation, ou serait en voie de la constituer, et si cette référence canonique aux traités de Westphalie est encore aujourd'hui une condition *sine qua non* de survie, de légitimité et d'efficacité de la structure politique étatique, donc si le vouloir-vivre ensemble de la population disparate du Sud-Soudan s'est affirmée au cours de l'histoire récente et s'exprime aujourd'hui de manière incontestée dans l'option pour l'indépendance.

Il s'agira en outre de répondre à l'autre question de la validité de cette indépendance au regard du droit international et à la question subsidiaire de l'effet d'entraînement que cette indépendance pourrait avoir sur d'autres entités du continent africain mal à l'aise dans les frontières coloniales.

Enfin on se penchera sur la question de la viabilité de cet Etat, c'est-à-dire dans l'optique des observateurs internationaux, sur la disponibilité en ressources naturelles, tant le rôle de l'Afrique est aujourd'hui encore cantonné, du côté des institutions internationales, des bailleurs de fonds et autres acteurs de premier plan, à celui de fournisseur de matières premières, gages de l'aide et de l'intérêt qui méritent de lui être accordés.

Variation sur l'histoire africaine : de l'objet au sujet

C'est ainsi que si les « Turcs » (en réalité le colonisateur égyptien), ont atteint Gondokoro¹ en 1840, après avoir traversé pour la première fois l'étendue marécageuse et encombrée d'herbes aquatiques des « sudd », le Sud-Soudan fut transformé en réservoir d'esclaves pour les occupants. Les trafiquants² y travaillant pour le compte du khédive d'Égypte et de la Porte y édifièrent des camps de regroupement des esclaves qui abritaient leurs armées privées et devinrent parfois de véritables centres permanents. Mais sous l'impulsion du mouvement anti-esclavagiste et de la concurrence anglo-française, les Britanniques s'efforcèrent d'y mettre le holà, à travers le gouvernorat général de Gordon Pacha, bien avant d'étendre leur tutelle sur l'ensemble du pays. La période de la Mahdiya, qui vit le Soudan gouverné de 1885 à 1898 par le Khalifa Abdullahi, n'inclut que marginalement le Sud-Soudan dans son périmètre, les dirigeants de l'empire étant trop occupés à défendre leur territoire du nord contre les menaces venues d'Abyssinie ou d'Égypte, et par les séditions internes. La région d'Equatoria, coupée du Caire par les garnisons mahdistes, demeura ainsi sous le drapeau ottoman durant toute cette période, sous la direction du gouverneur Emin Pacha³.

Les Britanniques, s'emparant du Soudan en 1898, cherchaient avant tout à faire la jonction du Caire au Cap et non pas à mettre en valeur d'hypothétiques richesses dans ce territoire enclavé et difficile d'accès au cœur de l'Afrique. La gestion confiée aux « bog barons » (les barons des marécages) y fut donc minimale, sous couvert de protéger le « zoo humain » mis en évidence par un anthropologue colonial comme Evans -Pritchard, dont les travaux font encore référence. Le Sud-Soudan fut donc coupé du Nord, protégé des prédicateurs musulmans comme des commerçants nubiens du nord de la vallée du Nil, les « jallaba ». Cette politique des « closed districts » dura jusqu'aux lendemains de la seconde guerre mondiale, où l'indépendance du Soudan paraît progressivement inévitable. Londres souhaitait s'attacher les bonnes grâces des élites musulmanes commerçantes du Nord, et éviter que le Soudan ne tombât sous la coupe de l'Égypte, auquel il était fictivement rattaché dans le cadre du condominium anglo-égyptien. Le Sudan Office tourna le dos à l'autre tropisme qui avait longtemps prévalu en direction des prospères colonies des Grands Lacs, le Kenya et l'Ouganda. Mais dès avant que ne fut proclamée l'indépendance, en août 1955, la garnison de Torit se mutina contre son transfert programmé au Nord : début d'une longue résistance du Sud à une dévolution qui niait sa propre volonté. Mais surtout, date de naissance d'une conscience d'être distincte, et qui allait se renforcer tout au long d'un demi-siècle de lutte acharnée.

Les premiers combattants, les Anyanya, furent d'abord des groupes épars s'attaquant aux convois et aux garnisons, et dont l'expression politique en faveur de l'indépendance était peu audible, portée par des chefs peu instruits et opérant principalement dans la province d'Equatoria peuplée de groupes ethniques morcelés.

¹ En face du site de l'actuelle Juba

² Parmi lesquels de nombreux Européens...

³ Eduard Schnitzler, sujet autrichien au service du Khédive d'Égypte

La guerre changea d'intensité et de nature avec le tournant nationaliste de l'année 1958 dans le monde arabe (alliance avec l'URSS pour le financement et la construction du Haut Barrage d'Assouan en Egypte, prélude à un accord de partage des eaux du Nil avec le Soudan en 1959, révolutions en Irak, en Syrie, guerre civile et débarquement américain au Liban, tournant de la guerre d'Algérie avec le « putsch » démocratique du général de Gaulle en France). Au Soudan, le général Abboud est appelé au pouvoir par les partis confrériques impuissants et installe un régime neutraliste et nationaliste déterminé à briser la rébellion du Sud. Fondée sur des préjugés racistes, certes, mais sans agenda islamique, la répression au Sud s'attache à éradiquer la forte présence missionnaire et se livre à une politique de la terre brûlée qui déjà, vise la population civile, à défaut de pouvoir atteindre les groupes rebelles. Mais la division de ceux-ci ne facilite pas leur accès à l'aide étrangère, et c'est de l'extérieur que viendront les efforts de rapprochement, en vue de la sélection d'un récipiendaire unique de l'aide que souhaitent lui apporter Israël et la CIA d'un côté, les Eglises, en particulier allemandes, de l'autre. Le maréchal Abboud tombe en octobre 1964, lors de la première « intifada » (soulèvement populaire) soudanaise, sans avoir réussi à réduire la rébellion, malgré le départ forcé des missionnaires étrangers en 1962, seuls vecteurs d'éducation et de soins dans ce vaste ensemble.

Le redoublement de violence et de massacres sous le gouvernement « démocratique » de Sadiq el Mahdi (déjà) en 1965-66, aiguillonné par le fondateur du Front de la Charte Islamique (son beau-frère Hassan el-Tourabi, tout juste rentré de ses études de droit à la Sorbonne) n'a pas plus de succès, et un coup d'Etat militaire soutenu par le Parti communiste pousse le colonel Jaafar Nimeiri au pouvoir, en mai 1969. Celui-ci est un nassériste, mais Nasser a perdu son aura avec l'humiliante défaite de juin 67 face à Israël, et l'ensemble du monde arabe est sous le choc. Nimeiri, qui a combattu au Sud, et qui doit faire face à la vindicte des puissantes confréries religieuses et du mouvement islamiste « moderne » qui concurrence le Parti Communiste auprès de la jeunesse éduquée, cherche une autre approche au règlement de la question du Sud⁴. L'occasion se présente dès lors qu'Israël et la CIA ont réussi à unifier les différents groupes rebelles, sous la houlette du « général » Joseph Lagu, désormais seul récipiendaire des armes et des fonds extérieurs, ainsi que par les pays arabes producteurs de pétrole hostiles au bloc soviétique et à ses séides dans la région. Les négociations, qui se tiennent à Addis Abeba sous l'égide de l'empereur Haïlé Sélassié, et où les Eglises allemandes et le Vatican jouent un rôle éminent, débouchent en 1972 sur un large accord d'autonomie pour le Sud. Juba devient la capitale régionale, avec un exécutif et un Parlement, et le Président de la région devient es-qualités Vice-président de l'ensemble du Soudan. Le budget de la région doit être abondé par le budget national, de manière à aider le Sud à combler son différentiel de développement avec le Nord. Les forces rebelles sont par ailleurs intégrées dans l'armée nationale, et obtiennent la garantie de ne pas être transférées au Nord⁵. Précédant d'un an la guerre d'octobre 1973 et le quadruplement des cours du pétrole qui en découlera, cet accord bénéficiera d'ambitieux projets de développement liés à ces pétrodollars : projets hydro-agricoles

⁴ John Garang me confiera plus tard à ce sujet : « il n'y a pas de question du Sud : la seule question est celle du pouvoir et de ses détenteurs à Khartoum »

⁵ C'est ainsi que John Garang, par exemple, deviendra colonel dans l'armée nationale.

(riz, sorgho, canne à sucre, arachide, sésame...), élevage du bétail, exploitation du bois,... des fermes-pilotes sont créées par la Communauté européenne. Mais dans l'atmosphère d'affairisme et de corruption qui s'instaure, aucun de ces projets ne verra le jour. Seul le canal de Jonglei sort des cartons, pour drainer les vastes marécages de la cuvette centrale où s'égarèrent les eaux du Nil blanc, et donner un surplus à l'Égypte et au Nord. En 1974, des manifestations ont lieu à Juba contre ce projet dans lequel les Sudistes voient une tentative de colonisation par les fellahs égyptiens. Le Nord, qui voit miroiter les pétrodollars du Golfe, et qui réintègre les anciens opposants islamistes en 1977, dans le cadre de la « Réconciliation nationale », ne se soucie plus de respecter les clauses de l'accord d'Addis Abeba. Les tensions s'aggravent entre Khartoum et Juba lorsque surviennent les premières découvertes d'indices pétroliers par les compagnies Chevron et Total. Le Sud revendique une part de la production à venir, et la transformation sur place du brut, avec l'installation d'une raffinerie à Bentiu, gage de développement pour l'ensemble de la région, qui ne possède pas à l'époque de route goudronnée. Le maréchal Nimeiri refuse tout net et annonce au contraire qu'une raffinerie sera construite à Kosti, sur le Nil Blanc mais au Nord, et que le pétrole sera évacué par Port-Soudan sur la mer Rouge. Il dessine par ailleurs une nouvelle carte administrative, où la région du Sud frontalière du nord, où sont situés les gisements prend le nom d'Unité – tout un symbole... et une menace, tandis que ceux de Heglig sont rattachés à la province du Sud-Kordofan au Nord. Ultime provocation, il démantèle la région autonome du Sud-Soudan et la divise en trois : l'Equatoria au Sud, le Bahr el-Ghazal et le Haut-Nil plus au nord. Cette « kokora » reçoit l'appui de tous ceux qui supportent mal la prééminence des Dinka – peuple d'éleveurs nilotes, qui compte près de deux millions de membres répartis en de nombreux clans – dans l'appareil administratif et la vie politique : la « dinkacratie » est dénoncée et on assiste à un chassé-croisé chaotique de fonctionnaires priés de rejoindre leur région d'origine. Ce démembrement s'accompagne de la décision du haut-commandement militaire de transférer au Nord certaines troupes sudistes, de manière à prévenir un nouveau soulèvement. Le bataillon 105 de Bor se mutine en effet contre cette mesure qui implique pour les soldats d'abandonner famille et bétail qui vivent auprès de leur casernement.

Le colonel John Garang est envoyé dans sa région d'origine pour mater la rébellion. Au lieu de cela, il en prend la tête, et rejoint l'Éthiopie voisine où il est accueilli par Mengistu Haïlé Mariam et ses mentors soviétiques. En mai 1983, il publie le manifeste de son nouveau mouvement, le Sudan People's Liberation Movement. Cette dénomination dit l'essentiel : il ne s'agit plus de libérer le Soudan mais de le transformer en un État où tous les peuples se verraient reconnaître l'égalité des droits et des chances, quelles que soient leur religion ou leurs appartenances ethniques ou tribales. Certains verront dans ce revirement l'influence de l'Éthiopie, opposée à tout mouvement sécessionniste alors qu'elle affronte elle-même des insurrections régionales et surtout la guerre de libération de l'Érythrée qui dure depuis 1961 et a fait chuter l'empereur Haïlé Sélassié et ses successeurs. Mais il y a là, dans ce qui deviendra bientôt le slogan du New Sudan, une conviction de ce que les maux du Soudan ne proviennent pas de son immensité ou de sa diversité, mais bien d'une conception politique sectaire, qui repose sur des préjugés populaires racistes qu'il s'agit d'éradiquer. John Garang, ex-professeur d'économie agricole à l'université de

Khartoum, et ses conseillers, souvent issus de fonctionnaires et de militaires sudistes qui ont grandi au Nord, ou de couples mixtes, développent cette vision « nationale » de lutte du Sud. Ils espèrent attirer des soutiens auprès des éléments modernistes de la société nordiste, en particulier dans la jeunesse éduquée. Mais ils se heurtent à la montée en puissance, derrière les partis politiques traditionnels, du mouvement islamiste de Hassan el Tourabi, devenu Front National Islamique, qui offre une alternative religieuse à la vision laïque de John Garang : l'islam rénové dont il se fait le chantre à l'échelle mondiale devrait lui aussi permettre d'éradiquer les préjugés qui discriminent l'Oumma entre Arabes et non-Arabes, ou qui séparent Chiïtes et Sunnites. Dans le cadre soudanais, ce projet porté par un représentant de l'élite traditionnelle devrait permettre d'élargir la base sociale et ethnique du pouvoir en place, en intégrant de jeunes instruits de régions marginalisées comme le Sud, les monts Nouba ou le Darfour. Il s'oppose donc fermement à toute négociation avec le mouvement rebelle et bloque l'espoir de règlement né de l'intifada d'avril 1985 qui a déposé le maréchal Nimeiri. Pourtant, à la fin des années 80, la SPLA contrôle la quasi-totalité du territoire du sud, face à une armée gouvernementale sous-équipée et surtout peu motivée, dont les soldats sont recrutés dans des régions périphériques et marginalisées.

II – Jeu de miroirs de part et d'autre d'une frontière

L'indépendance du Sud a donc été acquise avec l'assentiment du Nord, représenté par son président aux festivités qui ont marqué l'événement, comme à toutes les étapes qui y ont mené. Les premiers pas de ces deux états n'ont cependant pas été sans nuages, et les relations se sont vite dégradées depuis un an. Nombre de sujets d'importance n'ont en effet pas été réglés depuis la signature le 9 janvier 2005 de l'accord de paix global (Comprehensive Peace Agreement) de Naivasha : la frontière, bien que fixée par les Britanniques au début du XX^e siècle, n'est pas délimitée ni démarquée sur le terrain, et elle a subi de nombreuses modifications unilatérales par le gouvernement central au fil des années, en fonction des potentialités identifiées ou des besoins de sa clientèle : le Sud revendique donc le retour à une frontière repoussée au nord, qu'il s'agisse du triangle de Kafia Kingi, qui recèle les gisements de cuivre de Hofret en Nahas à la frontière du Tchad et de la RCA, ou de la rivière Bahr el-Arab (Kiir en dinka) qui devrait selon les Sudistes marquer la frontière, les Nordistes défendant la ligne du Bahr el Ghazal, ou de la région du lac de Jau au sud des monts Nouba. Le contentieux le plus connu est celui du district d'Abyei, à la population mixte de Dinla Ngoc et de Baggara messeriya, qui y vivent en bonne intelligence, mais où d'importants gisements pétroliers ont été découverts. La région a été transférée au Nord en 1956, et sa délimitation et son partage éventuel ont été soumis à une commission d'experts du tribunal de La Haye, dont l'avis n'a pas été suivi d'effets. Le sort de ce district avait fait l'objet d'un protocole spécial en 2004, en marge de l'accord de paix, avec la promesse d'un référendum qui n'a pas été tenu et dont l'objet même fait débat : le Sud voudrait voir ouverte l'option d'un rattachement, tandis que le nord n'y voit qu'une consultation de la population sur le mode de gouvernement qui devrait y être instauré, toute autonomie étant exclue.

Le problème du tracé de la frontière est donc compliqué par le potentiel pétrolier que recèle la zone, mais surtout et plus fondamentalement, par le fait qu'elle coupe les parcours méridiens saisonniers des éleveurs de bovins nomades (les « baggara ») arabisés et islamisés du Nord : ceux-ci ont un besoin vital d'accès aux pâturages et aux mares du sud en saison sèche, ce qui implique le maintien ou la restauration de bonnes relations, après des décennies de guerre impitoyable, avec les éleveurs de bovins dinka du Sud. La coexistence séculaire entre ces groupes, qui passe par des arrangements minutieux négociés par les chefs de ces groupes eux-mêmes, a été gravement minée par la guerre, où les baggara ont servi de supplétifs (« mourahilin ») aux troupes de Khartoum, et se sont même livrés à une reprise de l'esclavage des captifs.

Juba tient là, certes, en droit international, un atout. Mais c'est Khartoum qui a décidé de fermer la frontière, mettant ainsi gravement en péril ses propres intérêts : non seulement ceux des éleveurs nomades, mais aussi ceux des grands commerçants de Khartoum, qui ravitaillent traditionnellement les marchés du Sud, du Haut-Nil au Bahr el Ghazal. La situation est certes dramatique pour les habitants de ces régions qui ne peuvent être ravitaillées qui sont hors d'atteinte des commerçants du Kenya, d'Ouganda ou de Zanzibar, qui par ailleurs ne parlent que swahili et pas l'arabe et ne maîtrisent pas les réseaux commerciaux, fondés sur une connaissance réciproque séculaire entre négociants du Nord et acheteurs ou revendeurs du Sud. Le commerce de traite du Sud est par ailleurs tenu par des jallaba originaires du Nord et implantés au Sud depuis des générations. Il suffit de se rendre au marché de Juba pour se rendre compte que ces commerçants du Nord sont toujours présents, en dépit de la rupture actuelle des relations aériennes et terrestres entre Khartoum et Juba. A fortiori en est-il de même dans ces régions de l'extrême-nord du Sud-Soudan, dans cette langue de terre riveraine du Nil qui remonte jusqu'à proximité de Kosti. Ici, on est beaucoup plus proche de Khartoum que de Juba, auquel on est relié par une route goudronnée ; l'électricité est fournie par le barrage de Roseires, sur le Nil Bleu et Khartoum n'a jamais fait mine de couper le courant, d'autant que les exploitations agricoles mécanisées et les industries de transformation qui s'y trouvent (sucrierie de Melut) sont aux mains de capitaux du Nord. des peuples d'Équatoria et